



# La lettre de l'Observatoire Géostratégique de Genève

Mai 2022

L'ambition de cette Lettre, éditée par l'Observatoire Géostratégique de Genève, est de renforcer et élargir la capacité d'analyse des diplomates, dirigeants, fonctionnaires, activistes (ONG), chercheurs, étudiants et journalistes francophones.

« La peur ne mène pas à la paix. » - *Kofi Annan*

---

[S'inscrire pour recevoir la Lettre de l'Observatoire Géostratégique](#)

## Premier numéro

Vous avez entre les mains, ou plutôt sur votre écran, le premier numéro de la Lettre de l'Observatoire Géostratégique de Genève. Parce que nous sommes convaincus que la défense de la langue française a encore plus de sens dans un monde instable et électrisé par le chaos informationnel, il nous a paru essentiel de faire circuler une information plus ouverte. Depuis toujours, Genève défend une certaine idée du vivre ensemble et de la tolérance. Des valeurs qui nous font terriblement défaut aujourd'hui. Nos colonnes seront ouvertes à toutes les opinions et nous serons d'ardents défenseurs de la diversité. Porter un regard francophone sur le monde suppose de s'éloigner des analyses trop ethnocentrées. Notre Observatoire ambitionne ainsi de développer une nouvelle méthode d'analyse des crises contemporaines en privilégiant une approche multiculturelle et multidimensionnelle. Un Collège académique a été créé pour valider les travaux et études qui seront publiés au cours des prochains mois. La Lettre, elle, est là pour impulser une nouvelle dynamique et défendre une certaine idée de la francophonie.

## L'ONU, Antonio Guterres et la tempête ukrainienne

**Note sur l'action et la posture de l'ONU et de son secrétaire général concernant la guerre en Ukraine (C.Bressy mai 2022).**

Le 24 février 2022 au matin, l'armée russe portait le feu en Ukraine. Depuis plusieurs jours, une certaine fatalité régnait au siège de l'ONU, à New York. La marginalisation du secrétaire général António Guterres durant l'intense séquence diplomatique ayant précédé la crise laissait entrevoir un rôle atrophié pour ce dernier. Au cœur d'une crise cristallisant la tendance à la multipolarisation de la puissance, que peut l'ONU ? L'action diplomatique multilatérale est primordiale dans un conflit comme l'Europe n'en a plus connu depuis des décennies. Ainsi, les actions entreprises par les Nations Unies sont de nature à éclairer les marges de manœuvre dont elle dispose encore. Ces marges de manœuvre se concentrent notamment autour des bons offices, de la communication de crise, d'appels fréquents au respect des fondamentaux du multilatéralisme et d'une action de terrain, principalement humanitaire.

António Guterres et les Nations Unies ont traversé trois phases distinctes dans la crise que nous connaissons actuellement. Les deux premières semaines du conflit ont été marquées par une intense communication, avec des déclarations quasi quotidiennes. S'en est suivi ce qui peut être interprété comme une crise de confiance au cours de laquelle les différentes agences de l'ONU ont mené un travail dense, mais discret et où la parole s'est faite plus rare. Enfin, la fin du mois d'avril et le début du mois de juin ont marqué le retour de l'exposition du secrétaire général, notamment avec ses visites successives à Moscou et Kiev.

Ces initiatives font écho aux lourds efforts de bons offices consentis par M. Guterres. Dès le début de la crise, ce dernier a entrepris d'importantes initiatives de médiations. On peut relever plusieurs contacts de haut niveau sur la dizaine de semaines que compte le conflit, par exemple avec les dirigeants polonais (9 mars), turc (13 mars) ou israélien (24 avril). Mais également les ministres des affaires étrangères français (17 mars) ou ukrainien (4 avril). Ces procédures non juridictionnelles (chapitre VI, article 33 de la charte des Nations Unies) montrent la réalité de l'intense travail de l'ONU dans la recherche du dialogue et de la paix. Cependant, ces efforts ont semblé se heurter aux intérêts particuliers de tous les acteurs. Ces contradictions ont eu pour effet premier d'atténuer la voix de l'ONU dans le conflit.

Les efforts diplomatiques, voulus les plus nombreux possibles, se sont donc accompagnés de deux actions différentes. Premièrement une communication relativement intensive. Par la voix de M. Guterres, les Nations Unies ne se sont pas résignées au silence et ont inlassablement répété des appels à la désescalade, au cessez-le-feu et à la protection des civils. Le 28 février 2022, l'assemblée générale extraordinaire pour l'Ukraine fut par exemple l'occasion de mettre en avant ces appels. Cependant, les demandes de respect du droit international et de la charte de l'ONU ont semblé être relayées au second plan avec l'intensification des combats. Dès lors, une action importante entreprise par l'ONU est identifiable : l'intensification des initiatives humanitaires.

Ce travail de terrain est probablement le plan sur lequel l'ONU et ses agences conservent la plus large marge de manœuvre. En effet, elles gardent les moyens de flécher des efforts financiers importants et surtout de mobiliser des contacts politiques avec les différents belligérants afin de garantir la sécurité des convois. La nomination d'Amin Awad, coordinateur de crise de l'ONU pour l'Ukraine et la mobilisation de Martin Griffiths, secrétaire général adjoint et coordinateur monde aux affaires humanitaires sont des signes de l'importante mobilisation dans le champ de l'aide aux civils. Cette action est prépondérante dans le mandat de l'ONU. Les comptes-rendus de rencontres téléphoniques de haut niveau font systématiquement état de l'évocation de cette question, parfois avant les considérations d'ordre sécuritaire. L'aide humanitaire concentre aujourd'hui l'action principale de l'ONU. En effet, la posture politique de cette dernière est très fragilisée. La visite de M. Guterres à Moscou et à Kiev, au cours de laquelle il a été forcé de s'abriter pour se protéger de frappes aériennes en est un exemple. Bon nombre de leaders sont par ailleurs prêts à marginaliser son action pour favoriser leur agenda. C'est le cas de Joe Biden aux États-Unis et de Xi Jinping en Chine.

En définitive, il serait exagéré de considérer l'ONU totalement hors-jeu. L'institution et ses agences demeurent des acteurs majeurs. Leur capacité d'action est réelle et a permis d'apporter une aide humanitaire à des centaines de milliers de personnes, ce qui est absolument central. La mobilisation de M.M. Awad et Griffiths est un signal important. Bien que les appels à la paix soient largement marginalisés, l'ONU demeure une enceinte de discussion incontournable. Cependant, la propension des Nations Unies, à peser sur la géopolitique est très réduite. En effet, les marges de manœuvre diplomatiques sont étroites. Par ailleurs, les États se servent des votes aux conseils de sécurité et aux assemblées générales pour tester leurs alliances ou évaluer les recompositions stratégiques à venir. Ceci mène au paradoxe de la centralité de l'ONU dans la crise, sans que son expression et son poids ne soient réellement vérifiables hors de l'action humanitaire.

# Vie Diplomatique

## Tatiana Valovaya exemplaire

Le 28 mars dernier, la directrice générale de l'ONU à Genève, Tatiana Valovaya, a tenu une conférence devant les étudiants de la Sorbonne à Paris pour défendre le multilatéralisme et le rôle de la Genève internationale. Nommée à Genève par Antonio Guterres sur proposition des autorités russes en 2019, la haute fonctionnaire a continué à tenir sa place et à jouer son rôle malgré le conflit en Ukraine, défendant la Charte des Nations Unies et relayant les appels lancés par le secrétaire général de l'ONU. Si elle n'a pas eu le temps de tisser un réseau de relation comme son prédécesseur **Michael Moeller**, Tatiana Valovaya a su se faire apprécier pour ses qualités intellectuelles et humaines.

## Le Vietnam courtisé par la Francophonie et la Suisse

Une délégation composée de 80 entrepreneurs et représentants d'institutions économiques issus de 25 pays s'est rendue au Vietnam au mois de mars dans le cadre d'une mission économique conduite par la Secrétaire générale de la Francophonie, **Louise Mushikiwabo**, **Henri Monceau** (Directeur de la Francophonie économique et numérique, précédemment en poste à Genève) et **Jacques Lauer** (Conseiller suisse auprès de l'OIF). Cette mission s'est articulée entre Hô Chi Minh, poumon économique du pays et Hanoï, la capitale. Pour la Suisse, acteur important de la Francophonie, le rapprochement avec le Vietnam est stratégique, un accord de libre-échange est en cours de négociation. Le directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève, **Vincent Subilia**, faisait d'ailleurs partie de la délégation. En Asie du Sud-Est, le Vietnam est le troisième partenaire commercial de la Suisse, après Singapour et la Thaïlande. En 2020, le volume du commerce bilatéral s'est élevé à 3,2 milliards de francs.

## 321 millions de francophones en 2022

« Avec 321 millions de locuteurs, la langue française demeure la 5e langue la plus parlée au monde », selon l'Observatoire de la langue française de l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie). La langue française est langue de scolarisation dans les systèmes éducatifs de 36 États et gouvernements dans le monde (dont 24 se trouvent dans les zones Afrique-océan Indien et Proche-Orient).

# Palais des Nations

## Réunion du Conseil académique de l'ONU

« Bien que mes origines soient africaines, ma perspective est mondiale ». **Gilbert Houngbo**, ex-Premier ministre du Togo, nouveau directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT).

La réunion annuelle du Conseil académique du système des Nations (ACUNS) se tiendra du 23 au 25 juin. La mission principale de l'ACUNS consiste à rassembler des universitaires et des praticiens actifs dans le travail de l'ONU pour mieux comprendre et résoudre les principaux problèmes mondiaux. Dans un contexte de désinformation croissante que ce soit sur la pandémie de COVID-19, la crise climatique ou les conflits, les participants seront invités à débattre de solutions fondées sur des « données probantes ».

## Remous autour de la gestion du fonds de pension de l'ONU

Les personnels de l'ONU ont fait savoir qu'ils étaient fermement opposés au projet d'externalisation de la gestion d'une partie des investissements de leur fonds de pension. Ce n'est pas la première fois que la gestion de ce pactole de 81,5 milliards de dollars fait l'objet d'une controverse. Ce montant qui dépasse de loin le budget annuel de l'ONU (3,1 milliards de dollars) sert à financer les retraites de plus de 71 000 anciens fonctionnaires. Le Comité de coordination des syndicats et associations internationales du personnel du système des Nations Unies (CCISUA), estime que l'externalisation proposée revient sous-traiter à Wall Street la gestion de ce fonds au détriment « du bien-être des bénéficiaires ».

## Confidentiel

### Les archives de la SDN en ligne

C'est une information passée presque inaperçue. En décembre dernier, l'ONU a mené à son terme son ambitieux projet de numérisation des archives de la Société des Nations. Les chercheurs, étudiants et diplomates ont désormais accès à une somme considérable de documents qui peuvent permettre de mieux comprendre ce qui a conduit les Nations à se faire la guerre. Ce qui nous renvoie à la situation actuelle. Bien connaître son passé, pour ne pas refaire les mêmes erreurs, éviter les humiliations inutiles et ne pas sceller des paix qui portent les gènes de nouvelles guerres. <https://archives.ungeneva.org/>

### Francis Gurry, honoris causa

L'ancien directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (parti en 2020), **Francis Gurry**, a reçu, il y a quelques jours, un doctorat honorifique de l'Université de Melbourne. Il a été récompensé « en reconnaissance de ses réalisations exceptionnelles dans le domaine de la propriété intellectuelle, notamment de ses 35 années de service au sein de l'OMPI, et de sa position d'Australien le plus haut placé dans le système des Nations Unies ». Francis Gurry a obtenu des accords entre plus de 150 États qui ont abouti à des traités mondiaux qui ont eu un impact énorme sur les intérêts moraux des artistes interprètes et des malvoyants.

### Doha pourrait nommer une femme à Genève

Depuis plusieurs mois, la mission du Qatar auprès de l'ONU à Genève était sous la tutelle directe de Doha. Son représentant permanent, Ali Khalfan Al-Mansouri, nommé à la tête du Department of International Organizations au sein du ministère des Affaires étrangères, pourrait être remplacé par une femme. Il s'agit de l'universitaire et responsable politique **Hend Al-Muftah**. Diplômée de l'Université d'Exeter au Royaume-Uni elle a été l'une des premières femmes parlementaires du pays.

## Zones de tensions

### La Chine pour «le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine»

Le 13 mai dernier, au Conseil des droits de l'homme, la Chine a voté contre une enquête sur les éventuels crimes de guerre commis par les troupes russes en Ukraine, en dénonçant la politisation de cette instance. Interrogé sur ce vote, le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères **Zhao Lijian a néanmoins rappelé l'attachement de Pékin au respect de « la souveraineté et l'intégrité**

**territoriale de tous les pays, y compris l'Ukraine** ». Et d'ajouter : « les préoccupations légitimes de tous les pays en matière de sécurité doivent être prises au sérieux et tous les efforts visant à une résolution pacifique de la crise doivent être soutenus. Mettre rapidement fin au conflit est l'attente pressante de la communauté internationale. C'est aussi ce à quoi aspire la Chine. La communauté internationale devrait créer des conditions propices aux négociations entre la Russie et l'Ukraine, et faire davantage pour faciliter un règlement politique, plutôt que de dresser des obstacles ou de multiplier les entraves, et encore moins d'ajouter de l'huile sur le feu et d'exacerber les tensions (...). Nous devons rester attachés à la vision d'une sécurité commune, globale, coopérative et durable, et construire ensemble une architecture de sécurité mondiale et régionale équilibrée, efficace et durable ».

## **Un appel à la paix lancé par la Fondation Kofi Annan**

Le 10 mars dernier, la Fondation Kofi Annan a lancé un appel à la paix, rappelant combien il était plus que jamais important de maintenir un dialogue entre les Nations. À l'heure où certains préfèrent privilégier les armes à la diplomatie, ce reste est toujours d'actualité.

« La paix est possible. Kofi Annan nous a dit que l'inimitié entre les peuples ne dure pas et ne peut pas durer éternellement, mais que faire la paix exige un courage extraordinaire de la part de toutes les parties. À maintes reprises, il nous a rappelé que les conflits sont rarement résolus par la seule force des armes et que le dialogue politique est la clé de la construction d'une paix durable.

Nous devons parler de paix, alors même que la guerre fait rage. Dire qu'il doit y avoir une fin négociée à la folie, ce n'est pas renoncer à la nécessité de tenir pour responsables ceux qui commettent des crimes horribles. Kofi Annan nous a également dit que nous devons être suffisamment ambitieux pour rechercher à la fois la justice et la paix, et suffisamment sages pour savoir quand et comment le faire.

Nous saluons l'accueil exemplaire que les réfugiés ukrainiens ont reçu dans les pays voisins. Ces actions contrastent fortement avec d'autres crises récentes lorsque nous avons vu des murs érigés et des réfugiés refoulés ou laissés se noyer dans des mers dangereuses. Nous devons cependant nous concentrer avant tout sur l'arrêt de la violence qui chasse les gens de chez eux.

Nous devons faire preuve de courage, de détermination et d'imagination pour rechercher de vraies solutions plutôt qu'une victoire militaire insaisissable, et commencer à instaurer la confiance entre les communautés en proie à la violence. Cela signifie poser de toute urgence des questions difficiles telles que ce à quoi pourrait ressembler la désescalade, comment pouvons-nous obtenir des concessions et parvenir à un cessez-le-feu effectif, et quelles mesures de confiance ou assurances doivent être mises en place pour arrêter l'effusion de sang.

À plus long terme, cela signifie reprendre les discussions sur la sécurité collective, la coexistence pacifique, la protection des minorités, un accès équitable aux ressources, la promotion des droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le désarmement et toutes les questions que notre organisation multilatérale système a été créé pour y remédier, et qui ont été balayés par des hommes forts au cours des dernières décennies.

La technologie nous a donné les outils pour prévoir les conflits, les pandémies, le changement climatique et d'autres chocs et crises. Lorsqu'elles se produisent, nous pouvons compter sur des mécanismes multilatéraux élaborés et sur un cadre juridique solide pour faciliter la coopération internationale. Et pourtant, les dirigeants choisissent de les ignorer et de bafouer les règles et normes convenues au niveau international.

Lorsque les dirigeants ne parviennent pas à diriger, a fait remarquer Kofi Annan, le peuple prend les devants et fait suivre les dirigeants. Alors que nous avons vu des manifestations dans nos villes, dont certaines par des militants très courageux dans les rues de Moscou et de Saint-Petersbourg, nous avons besoin d'une vague de soutien à la paix beaucoup plus importante.

Diplomates, militants de la société civile, enseignants, journalistes, artistes et entrepreneurs ; les vieux et les jeunes ; hommes et femmes : nous avons tous une responsabilité pour la paix.

Aujourd'hui, nous devons tous appeler à la fin urgente de l'agression et de la violence en Ukraine et à l'ouverture de véritables négociations de paix de bonne foi. Demain, nous devons nous engager dans une évaluation honnête et une refonte en profondeur de notre système multilatéral, afin qu'il permette le rétablissement de la paix, la consolidation de la paix et la coopération plutôt que la cupidité et la belligérance.

Nous le devons aux générations futures ».

## Opinion

### Un prix Nobel de la paix pour la Pologne ?

Par Adam Koniuszewski

Depuis le lancement de l'attaque russe contre l'Ukraine, la réponse polonaise a été immédiate et inébranlable. La nation est devenue la plaque tournante du transfert d'équipements et d'armes militaires, de la coordination de l'aide humanitaire et de la protection de millions de personnes. En quelques jours, la Pologne est passée du 101ème au 2ème pays avec le plus de réfugiés – juste après la Turquie. De plus, ils n'ont pas été envoyés dans des camps, les Polonais les accueillent chez eux. À elle seule, Varsovie a vu l'arrivée de 300 000 réfugiés et sa population a augmenté de 15 % en quelques semaines - éclipsant l'ampleur de la crise migratoire de 2015 qui a touché toute l'Europe.

La mobilisation polonaise a été extraordinaire et de grande envergure, notamment la visite surprise de dirigeants polonais accompagnés des Premiers ministres tchèque et slovène à Kiev, ouvrant la voie aux voyages d'une longue liste de dirigeants et de dignitaires mondiaux, dont le secrétaire général de l'ONU. Et toute la Pologne a saisi l'occasion, y compris les autorités locales et régionales, les ONG et la société civile, afin que les Ukrainiens puissent avoir accès gratuitement aux transports publics, à l'éducation, aux services de santé et à la sécurité sociale. Tout comme les autorités frontalières ont facilité le passage en toute sécurité de millions de personnes en un temps record, les autorités locales ont travaillé sans relâche pour traiter les documents, fournir des papiers d'identité et trouver des familles pour les accueillir.

"La Pologne a fait un miracle en incitant les réfugiés", a écrit The Guardian tandis que l'ancienne ambassadrice américaine en Pologne Georgette Mosbacher a déclaré : "En ce qui me concerne, la Pologne devrait recevoir le prix Nobel de la paix". Le prix Nobel de la paix est décerné à "ceux qui, au cours de l'année précédente, auront apporté le plus grand bienfait à l'humanité". Il semblerait que pour cette édition à venir, la contribution polonaise à l'humanité sera difficile à battre.

## Agenda

### Traitement du stress post-traumatique

Connu pour avoir développé une thérapie innovante dans le traitement du stress post-traumatique, le professeur Alain Brunet de l'Université McGill au Canada sera de passage à Genève du 15 au 17 juin où il donnera des formations auprès de psychiatres et psychologues afin d'augmenter leur capacité de prise en charge des divers travailleurs humanitaires impliqués dans divers conflits, dont l'Ukraine.

Le Pr Brunet forme des thérapeutes un peu partout à travers le monde. Que ce soit au lendemain des attentats de Paris (Bataclan) et de Nice (14 juillet 2016), dans les camps de réfugiés de la guerre en

Syrie ou suite à l'explosion dans le Port de Beyrouth, tous ces drames ont laissé des séquelles chez les témoins de ces catastrophes, qu'ils soient victimes, témoins ou travailleurs humanitaires.

## Lu dans la presse

### Pour la directrice générale de l'OMC, Ngozi Okongko-Iweala, l'Afrique doit saisir sa chance

« Pour la première fois, l'Afrique peut être la belle mariée. Il ne s'agit pas de prendre parti, nous l'avons fait dans la guerre froide et cela ne nous a rien rapporté, mais de dire à nos dirigeants : « voyez comment obtenir de chaque camp qu'il vous aide à résoudre vos problèmes. Laissons la Chine les États-Unis et l'Union européenne nous courtiser, puis trouvons les moyens de travailler avec chacun d'eux pour accueillir leurs investissements. Et ce faisant, prêtons attention à la manière dont nous empruntons afin d'éviter des crises de la dette semblables à celles auxquelles plusieurs pays sont confrontés actuellement ». Extrait d'une interview accordée à Jeune Afrique (N 3110 – Mars 2022)

## Soutiens, partenaires et amis



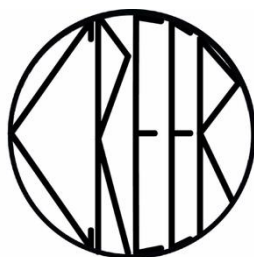
Le Festival international du film oriental de Genève (FIFOG) est un festival suisse de cinéma qui a pour ambition de montrer des films d'Orient et sur l'Orient.



Geneva Intelligence est un cabinet indépendant de conseils, spécialisé en intelligence stratégique, renseignement d'affaires et analyse géopolitique.



L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) met en œuvre la coopération multilatérale francophone au service des États membres.



Center For Russia and Eastern Europe Research C.R.E.E.R. Geneva

